



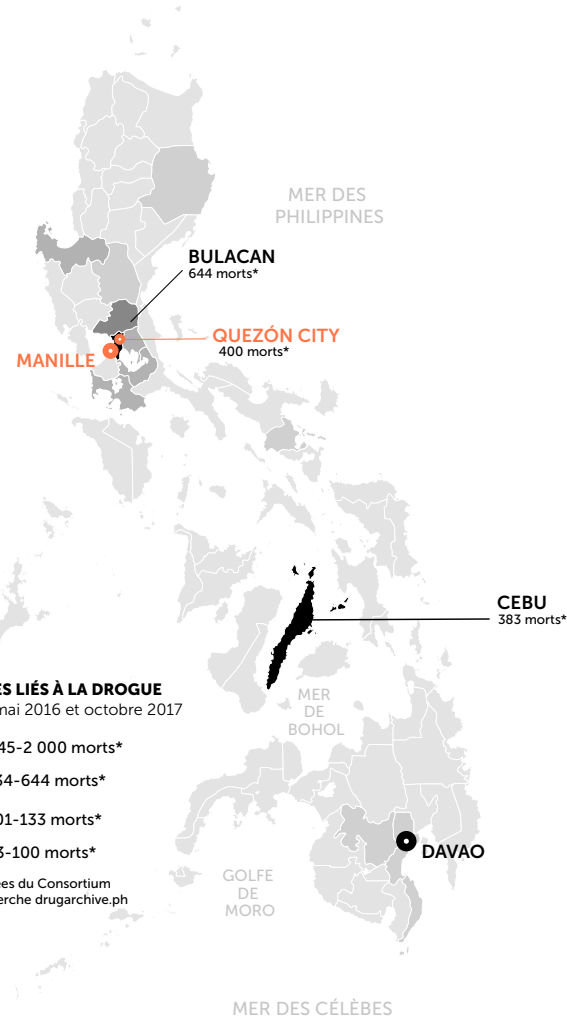
RAPPORT ACAT-FRANCE 2021



# Un monde tortionnaire

# PHILIPPINES

**METRO MANILLE** / 2 000 morts\*  
(Le Grand Manille ou Région de la capitale nationale NCR)  
Manille (463), Quezón City (400), Caloocan (373), Pasig (156), Pasay (118), Makati, Mandaluyong, Marikina, Navotas, Parañaque, Taguige, Las Piñas, Malabon, Muntinlupa, Valenzuela, San Juan, Pateros



## CARTE D'IDENTITÉ

**CAPITALE :** MANILLE

**FORME DE L'ÉTAT :** RÉPUBLIQUE

**DIRIGEANT :** RODRIGO DUTERTE,  
DEPUIS JUIN 2016

**NOMBRE D'HABITANTS :**  
110 818 325 HABITANTS (2021)

**INDICE DE DÉVELOPPEMENT HUMAIN :** 0,717 (107<sup>e</sup> EN 2020)

**TAUX DE PAUVRETÉ :** 16,6 % (2018)

**TAUX D'ALPHABÉTISATION :** 97 %

## CHIFFRES CLEFS

# 1 800

exécutions extrajudiciaires comptabilisées dans les sept premières semaines de la présidence de Rodrigo Duterte.

# 6 600

homicides imputables à la police, recensés en trois ans de « guerre contre la drogue », selon les chiffres officiels du gouvernement philippin (2016-2019).

# 27 000

victimes, au moins, selon les estimations d'organisations non gouvernementales locales et de la Commission nationale des droits de l'homme (2016-2019).

## RODRIGO DUTERTE : AMBASSADEUR DE LA TORTURE EN DÉMOCRATIE

PAR JADE DUSSART, responsable Programme et plaidoyer Asie de l'ACAT-France

Après la dictature de Ferdinand Marcos de 1965 à 1986, l'archipel des Philippines a connu trente années de régime démocratique ponctuées, en mai 2016, par l'élection de Rodrigo Duterte à la présidence de la République. Malgré une démocratie qui semblait installée, mais dont le calme n'était qu'apparent, Rodrigo Duterte a su convaincre les électeurs en incarnant un pouvoir jugé « fort », encore perçu aujourd'hui comme la seule position à même de faire face à la criminalité et au trafic de drogue qui ravagent le pays. Au point que la population semble prête à accepter une politique mortifère banalisant la torture et les exécutions extrajudiciaires.

Fils d'un gouverneur de province de l'île de Mindanao et issu d'une famille aisée, Rodrigo Duterte entre à l'université après une adolescence tumultueuse. Il est dans un premier temps procureur à Davao, plus grande ville de Mindanao (la deuxième île de l'archipel philippin), avant d'en devenir le maire en 1988 (il totalisera vingt-deux ans de mandat). Celui que le magazine *Time* surnomme en 2002 « le punisseur<sup>1</sup> » s'y taille une sinistre réputation en soutenant les escadrons de la mort chargés de « nettoyer » les rues de Davao au moyen d'exécutions extrajudiciaires. Composée entre autres de tueurs à gages<sup>2</sup> et de policiers – dont certains ont par la suite avoué leur participation rémunérée à ces groupes<sup>3</sup> – la Davao Death Squad serait responsable, selon les ONG locales, de plus de 1 400 assassinats suspects entre 1998 et 2016, pendant le mandat de maire de Rodrigo Duterte. Parmi les victimes, des enfants des rues, des petits délinquants, des dealers de drogue présumés, et parfois même leurs familles. Un animateur de radio locale critique de Duterte a également été assassiné. Si Rodrigo Duterte n'a pas tout de suite reconnu son implication au sein de ce groupe, il a fait de son bilan à la mairie de Davao son principal argument de campagne pour l'élection présidentielle de 2016 : cette ville, surnommée la « capitale du meurtre » dans les années 1970 et 1980, a fini par devenir un centre d'affaires important et attractif. Une évolution que ses habitants attribuent à la politique de « zéro tolérance » de Duterte, qui déclarait en mai 2015 : « Nous sommes la neuvième ville la plus sûre. Comment croyez-vous que j'aie réussi ? [...] Je les ai tous tués<sup>4</sup>. »

Durant sa campagne à l'élection présidentielle de 2016, Rodrigo Duterte multiplie les propos outranciers. Lors d'un meeting, s'adressant à ses supporters, il raconte comment, étudiant, il a tiré au pistolet sur un garçon de sa classe qui s'était moqué de son fort accent<sup>5</sup>. Ici, il se fait l'apologiste du viol en plaisantant sur le meurtre sordide d'une missionnaire australienne en 1989<sup>6</sup>. Il promet de tuer 100 000 criminels s'il est élu et avertit : « Si je gagne, faites attention. Les poissons de la baie de Manille vont s'engraisser. C'est là que je jeterai vos corps<sup>7</sup>. » Le 24 mai 2015, il admet officiellement ses liens avec l'escadron de la mort de la ville de Davao lors d'un talk-show télévisé : « Suis-je l'escadron de la mort ? Oui<sup>8</sup>. »

Ces commentaires ne déclenchent que très peu de dénonciations officielles de la part du président alors en exercice, Benigno Aquino III, et de son gouvernement. L'acceptation

générale de ces propos outranciers témoigne de l'échec latent du pouvoir politique à s'attaquer au problème des exécutions extrajudiciaires, ainsi qu'à l'incapacité du pouvoir judiciaire à rendre une justice efficace et à lutter contre l'impunité<sup>9</sup>.

### UNE PERSONNALITÉ FORTE, QUI SAIT RALLIER À SA CAUSE

En l'absence de condamnation publique de ses propos, Duterte remporte la bataille de l'opinion publique. Celui dont la candidature a d'abord paru fantaisiste est ainsi rapidement placé dans le trio de tête de la course présidentielle dans les sondages<sup>10</sup>, avant de se hisser au rang de favori<sup>11</sup>. Ses prises de position radicales trouvent un écho favorable auprès de franges très diverses de la société philippine. Ses paroles fortes contre la corruption ainsi que sa promesse de réduire la pauvreté sont entendues par les Philippins âgés, issus de la classe ouvrière, la diaspora ainsi que les populations pauvres des zones urbaines qui s'estiment victimes des injustices du système. De l'autre côté de l'échiquier politique, sa promesse d'éliminer le trafic de drogue lui permet de rallier les conservateurs, parmi la classe moyenne éduquée et aisée, inquiets du fort taux de criminalité des villes de l'archipel et des menaces à l'ordre social

De surcroît, l'élection présidentielle de 2016 est un test pour le sortant Benigno Aquino III, qui, malgré un bilan applaudi par la communauté internationale, doit affronter le désaveu d'une partie de la population philippine face à l'inégale répartition des richesses, la lutte contre la criminalité, les infrastructures et les services sociaux. Dans un tel contexte, Rodrigo Duterte est une exception par rapport aux autres candidats, issus de l'establishment, de dynasties politiques et de l'élite du pays. Il est l'antithèse parfaite d'Aquino et de la classe politique au pouvoir depuis plusieurs décennies. Soutenu par un petit parti divisé, le PDP-Laban (Partido Demokratiko Pilipino-Lakas ng Bayan, « Parti démocrate philippin – Pouvoir populaire »), Rodrigo Duterte a peu de liens avec les politiciens locaux et nationaux. Son soutien financier est principalement assuré par des hommes d'affaires et la petite élite économique de Davao. Pourtant, en s'emparant de thèmes chers aux Philippins dans leur vie quotidienne et négligés par les autres candidats, Rodrigo Duterte marque des points. À cela s'ajoute une certaine dose de curiosité pour ce personnage haut en couleur, qui s'affranchit des codes de l'establishment tout en pouvant se prévaloir de plusieurs succès au niveau local, à Davao.

Rapidement, la candidature de Duterte fédère autour d'elle un mouvement citoyen transcendant les classes socioéconomiques<sup>12</sup>. Ces véritables « fans » se mobilisent de façon spontanée et bénévole à travers le pays pour promouvoir le changement incarné par Duterte et son bilan à Davao, considéré comme positif malgré les violations flagrantes des droits de l'homme. Ils investissent les réseaux sociaux, où sont retransmis les meetings bondés de Duterte, comme les villes où ils s'adonnent à du porte à porte. Ils s'avéreront bien plus efficaces que la machinerie de son parti.

Le 9 mai 2016, plus de 55 millions de Philippins se rendent aux urnes<sup>13</sup>. Moins de vingt-quatre heures après la fermeture officielle des bureaux de vote, Rodrigo Duterte est déclaré vainqueur avec près de 40 % des votes. L'élection aura connu un taux de participation record<sup>14</sup>, avoisinant les 82 %<sup>15</sup> au niveau national.

### UN BILAN DÉSASTREUX EN TERMES DE DROITS HUMAINS, HÉLAS CONFORME À SES PROMESSES

Peu après son élection, Duterte fait venir depuis son fief de Davao un groupe d'officiers de police, les « Davao Boys », afin de former le noyau dur de ses unités antidrogue autour de la capitale. Il renoue ainsi avec les méthodes brutales qui ont fait son succès à la mairie de Davao. Cette unité, basée à Quezón City, en banlieue de Manille, fut la plus meurtrière<sup>16</sup>. Ceux que l'on accuse, avec ou sans preuve, de se droguer sont abattus, soit par les policiers qui présentent ces exécutions comme des cas de légitime défense, soit par des hommes cagoulés opérant à moto à la nuit tombée. Les pauvres sont les premières victimes de ces tueries. Là où le gouvernement philippin reconnaît 6 600 homicides en trois ans, les organisations de défense des droits humains locales dénombrent plus de 27 000 victimes.

Dès l'année 2017, de nombreux observateurs s'inquiètent de l'extrême gravité et du caractère massif des violations engendrées par ces politiques de répression brutales et aveugles. Ainsi, l'ONG Human Rights Watch énonce que « le président Rodrigo Duterte et d'autres hauts responsables ont fomenté et incité au meurtre de personnes en majorité pauvres, principalement dans les zones urbaines<sup>17</sup> ». Malgré ces appels à enquêter sur de tels crimes et à poursuivre ceux qui les commettent et les ordonnent, la violence persiste, tout comme l'impunité qui l'accompagne.

Le Conseil des droits de l'homme des Nations unies, alerté par la situation, adopte le 11 juillet 2019 une résolution exprimant sa vive préoccupation au sujet des diverses violations des droits de l'homme commises aux Philippines dans le cadre de la guerre contre la drogue. Il demande au Haut-Commissariat de présenter un rapport détaillé sur la situation. Présenté en juin 2020, le rapport souligne que ces violations massives des droits humains se sont révélées de manière particulièrement frappante par « le meurtre généralisé et systématique de milliers de personnes soupçonnées de trafic de drogue ». Pourtant, « malgré des allégations crédibles d'exécutions extrajudiciaires généralisées et systématiques dans le cadre de la campagne contre les drogues illicites, ces violations ont été quasiment impunies<sup>18</sup> ». Le rapport alerte également sur le rôle de hauts fonctionnaires, responsables d'incitations à la violence, qui ne peuvent pas non plus rester impunis.

Dans l'opposition, celles et ceux qui critiquent ce bilan en subissent les conséquences. La sénatrice Leila de Lima, détractrice notoire des méthodes employées dans la guerre contre la drogue, a été arrêtée en février 2017 sur la base de fausses accusations<sup>19</sup> et est toujours en prison. En mai 2018, la présidente de la Cour suprême, Maria Lourdes Sereno, a été destituée après avoir critiqué Duterte<sup>20</sup>. La violence s'abat sur toutes les voix qui dénoncent ce pouvoir brutal. Le rapport du Haut-Commissariat relève qu'au moins 248 militants des droits fonciers et environnementaux, avocats, journalistes et syndicalistes ont été tués de 2015 à 2019,

En parallèle, les tirades outrancières ne faiblissent pas. En septembre 2016, le président se comparait à Hitler en déclarant qu'il était prêt à tuer autant d'utilisateurs de drogues que le dictateur avait tué de juifs<sup>21</sup>. Le même mois, il traitait le président américain

Barack Obama de « fils de pute » à la veille d'une rencontre multilatérale au Laos<sup>22</sup>. Il qualifiera également les experts onusiens ayant critiqué le bilan mortifère de sa guerre contre la drogue de « stupides<sup>23</sup> ». Duterte continue par ailleurs de faire l'apologie des crimes sexuels, comme pour nourrir l'image de dur à cuire qui l'a amené au pouvoir. En août 2018, il soutenait qu'il y aurait des viols tant qu'il y aura des jolies femmes<sup>24</sup> puis, pour clore l'année 2018, il racontait à une foule souriante comment, adolescent, il avait agressé sexuellement leur bonne<sup>25</sup>.

## UNE POPULARITÉ SANS FAILLE ?

Ses traditionnelles sorties de route, loin de le décrédibiliser, sont considérées comme une marque de son authenticité et de sa proximité avec le peuple. Dans les années qui suivent son élection, Rodrigo Duterte conserve une très forte popularité dans l'archipel. Malgré la violence de sa politique, dont il ne s'est jamais caché, la société philippine continue de voir en lui la seule réponse à ses préoccupations quotidiennes. Lors des élections de mi-mandat en mai 2019, les partisans de Rodrigo Duterte raflent neuf des douze sièges de sénateurs qui étaient remis en jeu<sup>26</sup>. Parmi eux : Imee, la fille de l'ancien dictateur Ferdinand Marcos ; Bong Go, le proche collaborateur de Duterte ; et Ronald « Bato » dela Rosa<sup>27</sup>, ex-chef de police considéré comme l'architecte de sa répression brutale antidrogue. Le président renforce ainsi son contrôle du Sénat, qui bloquait depuis trois ans certaines de ses initiatives les plus controversées – dont le rétablissement de la peine de mort.

En juin 2019, Rodrigo Duterte se maintient à un taux d'approbation de 85 %<sup>28</sup>, une grande partie des Philippines continuant de le voir comme un recours crédible face à l'inefficacité prôlée aux élites politiques traditionnelles<sup>29</sup>. À l'heure où les appels de la communauté internationale se multiplient en faveur d'une enquête d'ampleur sur les exécutions extra-judiciaires commises dans le cadre de sa politique antidrogue, une grande majorité de la population des Philippines continue de soutenir cette action. En septembre 2019, plus de 82 % des sondés se déclaraient satisfaits de la campagne de Duterte et considéraient que la criminalité et le trafic de drogues avaient diminué<sup>30</sup>. Si certains Philippines affirment regretter qu'il y ait autant de meurtres, seuls 12% des sondés se disent mécontents de sa politique.

1. Phil Zabriskie, "The Punisher", *Time*, 19 juillet 2002, <http://content.time.com/time/subscriber/article/0,33009,265480-1,00.html>

2. Manuel Mogato, "Philippine hitman says he heard Duterte order killings", *Reuter*, 15 septembre 2016, [www.reuters.com/article/us-philippines-drugs-duterte/philippine-hitman-says-he-heard-duterte-order-killings-idUSKCN11L16K](http://www.reuters.com/article/us-philippines-drugs-duterte/philippine-hitman-says-he-heard-duterte-order-killings-idUSKCN11L16K)

3. « Philippines : Duterte encore rattrapé par ses "escadrons de la mort" », *Asialyst*, 20 février 2017, <https://asialyst.com/fr/2017/02/20/philippines-duterte-encore-rattrape-par-ses-escadrons-de-la-mort/>  
Karen Lema, Neil Jerome Morales, "Retired Philippine policeman says Duterte ordered 'death squad' hits", *Reuters*, 20 février 2017, [www.reuters.com/article/us-philippines-drugs/retired-philippine-policeman-says-duterte-ordered-death-squad-hits-idUSKBN15Z0C8](http://www.reuters.com/article/us-philippines-drugs/retired-philippine-policeman-says-duterte-ordered-death-squad-hits-idUSKBN15Z0C8)

4. « Duterte on criminals: "Kill all of them" », *Inquirer*, 25 mai 2015, <https://newsinfo.inquirer.net/691527/dutertes-secret-in-keeping-davao-city-phs-safest-kill-criminals>

5. Sheila S. Coronel, « The Vigilante President: How Duterte's Brutal Populism Conquered the Philippines », *Foreign Affairs*, septembre/octobre 2019, [www.foreignaffairs.com/articles/philippines/2019-08-12/vigilante-president](http://www.foreignaffairs.com/articles/philippines/2019-08-12/vigilante-president)

6. « Philippines candidate Duterte condemned over rape comments », *BBC*, 17 avril 2016, [www.bbc.com/news/world-asia-36067011](http://www.bbc.com/news/world-asia-36067011)

7. « Duterte: "Am I the death squad? True" », *Rappler*, 25 mai 2015, [www.rappler.com/nation/politics/elections/2016/94302-rodrigo-duterte-davao-death-squad](http://www.rappler.com/nation/politics/elections/2016/94302-rodrigo-duterte-davao-death-squad)

8. *Ibid.*

9. « Rodrigo Duterte: The Rise of Philippines' Death Squad Mayor », *Human Rights Watch*, 17 juillet 2015, [www.hrw.org/news/2015/07/17/rodrigo-duterte-rise-philippines-death-squad-mayor](http://www.hrw.org/news/2015/07/17/rodrigo-duterte-rise-philippines-death-squad-mayor)

10. Chay F. Hofilena, « Duterte is No. 3 in presidential preference poll », *Rappler*, 17 mars 2015, [www.rappler.com/nation/87143-duterte-ranks-3-presidential-preference-poll](http://www.rappler.com/nation/87143-duterte-ranks-3-presidential-preference-poll)

11. Harold Thibault, « "Dirty" Duterte, favori des élections philippines », *Le Monde*, 4 mai 2016, [www.lemonde.fr/asie-pacifique/article/2016/05/05/dirty-duterte-favori-des-elections-philippines\\_4914326\\_3216.html](http://www.lemonde.fr/asie-pacifique/article/2016/05/05/dirty-duterte-favori-des-elections-philippines_4914326_3216.html)

12. Magno Ardenia, « Duterte's most powerful weapon: Unrelenting supporters », *ABS-CBN News*, 12 mai 2016, <https://news.abs-cbn.com/focus/05/11/16/dutertes-most-powerful-weapon-unrelenting-supporters>

13. Ted Regencia, « Philippine election: 55 million to pick new president », *Al Jazeera*, 9 mai 2016, [www.aljazeera.com/news/2016/05/philippine-election-55-million-pick-president-160508154153252.html](http://www.aljazeera.com/news/2016/05/philippine-election-55-million-pick-president-160508154153252.html)

14. Paterno R. Esmaguell II, « Record-breaking: At least 81% of voters join elections », *Rappler*, 9 mai 2016, [www.rappler.com/nation/politics/elections/2016/132483-comelec-voter-turnout-record-breaking](http://www.rappler.com/nation/politics/elections/2016/132483-comelec-voter-turnout-record-breaking)

15. Chiffres de la commission électorale philippine, [www.comelec.gov.ph/php-tpls-attachments/2016NLE/Statistics/2016NLE\\_rvvav\\_Final\\_pcoc.pdf](http://www.comelec.gov.ph/php-tpls-attachments/2016NLE/Statistics/2016NLE_rvvav_Final_pcoc.pdf)

16. Clare Baldwin, Andrew R. C. Marshall, « How a secretive police squad racked up kills in Duterte's drug war », *Reuters*, 19 décembre 2017, [www.reuters.com/investigates/special-report/philippines-drugs-squad/](http://www.reuters.com/investigates/special-report/philippines-drugs-squad/)

17. « Philippines : La police a falsifié des preuves pour des meurtres liés à la "guerre antidrogue" », *Human Rights Watch*, 1<sup>er</sup> mars 2017, [www.hrw.org/fr/news/2017/03/01/philippines-la-police-falsifie-des-preuves-pour-des-meurtres-lies-la-guerre](http://www.hrw.org/fr/news/2017/03/01/philippines-la-police-falsifie-des-preuves-pour-des-meurtres-lies-la-guerre)

18. « Philippines : impunité persistante des meurtres liés à la "guerre" contre la drogue, selon un rapport de l'ONU », 4 juin 2020, *ONU Info*, <https://news.un.org/fr/story/2020/06/1070192>

19. « Leila de Lima, une martyre en puissance », *Courrier international*, 27 février 2017, [www.courrierinternational.com/article/philippines-leila-de-lima-une-martyre-en-puissance](http://www.courrierinternational.com/article/philippines-leila-de-lima-une-martyre-en-puissance)

20. « Philippines: la Cour suprême démet sa présidente, une détractrice de Duterte », *Le Point*, 11 mai 2018, [www.lepoint.fr/monde/philippines-la-cour-supreme-demet-sa-presidente-une-detractrice-de-duterte-11-05-2018-2217530\\_24.php](http://www.lepoint.fr/monde/philippines-la-cour-supreme-demet-sa-presidente-une-detractrice-de-duterte-11-05-2018-2217530_24.php)

21. « Jewish leaders react to Rodrigo Duterte Holocaust remarks », *BBC*, 30 septembre 2016, [www.bbc.com/news/world-asia-37515642](http://www.bbc.com/news/world-asia-37515642)

22. « Philippine President Duterte curses Obama over human rights », *BBC*, 5 septembre 2016, [www.bbc.com/news/world-asia-37274594](http://www.bbc.com/news/world-asia-37274594)

23. « Philippines' Rodrigo Duterte threatens to leave UN », *BBC*, 21 août 2016, [www.bbc.com/news/world-asia-37147630](http://www.bbc.com/news/world-asia-37147630)

24. Felipe Villamor, « Duterte Jokes About Rape, Again. Philippine Women Aren't Laughing », *The New York Times*, 31 août 2018, [www.nytimes.com/2018/08/31/world/asia/philippines-rodrigo-duterte-rape-joke.html](http://www.nytimes.com/2018/08/31/world/asia/philippines-rodrigo-duterte-rape-joke.html)

25. « Duterte: Outrage as Philippines leader describes sexually abusing maid », *BBC*, 31 décembre 2018, [www.bbc.com/news/world-asia-46720227](http://www.bbc.com/news/world-asia-46720227)

26. « Aux Philippines, Duterte consolide son pouvoir après les élections de mi-mandat », *Le Monde*, 22 mai 2019, [www.lemonde.fr/international/article/2019/05/22/elections-de-mi-mandat-aux-philippines-duterte-consolide-son-pouvoir-au-senat\\_5465321\\_3210.html](http://www.lemonde.fr/international/article/2019/05/22/elections-de-mi-mandat-aux-philippines-duterte-consolide-son-pouvoir-au-senat_5465321_3210.html)

27. « 12 new senators proclaimed, boosting Duterte's power », *Rappler*, 22 mai 2019, <https://r3.rappler.com/nation/politics/elections/2019/231245-12-new-senators-proclaimed-philippines-may-22-2019>

28. Pia Ranada, « Duterte trust, approval ratings unchanged after Recto Bank », *Rappler*, 17 juillet 2019, [www.rappler.com/nation/235600-duterte-trust-approval-ratings-pulse-asia-survey-june-2019](http://www.rappler.com/nation/235600-duterte-trust-approval-ratings-pulse-asia-survey-june-2019)

29. « Strongman Duterte remains as popular as ever », *La Croix*, 16 juillet 2019, <https://international.la-croix.com/news/strongman-duterte-remains-as-popular-as-ever/10541>

30. « Filipinos give thumbs up to Duterte's "excellent" drugs war: poll », *Reuters*, 23 septembre 2019, [www.reuters.com/article/us-philippines-drugs/filipinos-give-thumbs-up-to-dutertes-excellent-drugs-war-poll-idUSKBN1W803M](http://www.reuters.com/article/us-philippines-drugs/filipinos-give-thumbs-up-to-dutertes-excellent-drugs-war-poll-idUSKBN1W803M)

Ce rapport est consultable dans son intégralité sur le site [www.acatfrance.fr](http://www.acatfrance.fr)

Dépôt légal 2021

ISSN 2115-4074 (Imprimé)

ISSN 2267-1374 (En ligne)

Impression | Corlet imprimeur 360°, 14110 Condé-sur-Noireau



Juin 2021

ACAT-France | Action des chrétiens pour l'abolition de la torture  
7, rue Georges Lardennois, 75019 Paris

**ACAT**

avec le soutien financier de



**Fondation ACAT**  
*pour la dignité humaine*



## Un monde tortionnaire

En 2021, la torture est pratiquée dans un pays sur deux, qu'ils soient autocratiques ou démocratiques. Tous les jours, des milliers d'hommes, de femmes, d'enfants parfois, sont livrés à l'omnipotence de bourreaux. Tous les jours, les tortionnaires et ceux qui les dirigent s'efforcent de réduire au silence défenseurs des droits, opposants, journalistes ou avocats. Tous les jours, ils terrorisent les membres de minorités ethniques, religieuses ou sexuelles. Ils intimident des personnes pour obtenir des renseignements, ou des prisonniers de droit commun pour leur soutirer des aveux sous la contrainte.

Le rapport 2021 *Un monde tortionnaire* complète l'analyse développée par l'ACAT-France dans les éditions antérieures. Il documente la réalité des pratiques tortionnaires dans plusieurs pays du monde, tout en poursuivant l'éclairage historique, politique, psychologique et culturel de ce phénomène. Il analyse les causes de la persistance du phénomène tortionnaire quarante-cinq ans après l'entrée en vigueur du Pacte international relatif aux droits civils et politiques - et des autres textes adoptés à sa suite - visant à lutter contre la torture, avec cette question essentielle : comment concevoir que la torture puisse être à la fois condamnée quasi universellement, sur le plan juridique comme éthique, et néanmoins quotidiennement pratiquée à une si vaste échelle ? Il confirme « *la tendance mondiale d'acceptation des pratiques de torture et mauvais traitements, notamment sous des prétextes de sécurité nationale et de protection des sociétés* » comme le souligne Nils Melzer, rapporteur spécial des Nations unies sur la torture, dans l'avant-propos de ce rapport.

Après une première partie consacrée à une radiographie des sociétés, ce rapport présente les recommandations des experts pour les guérir, notamment à travers l'écoute et la reconnaissance des victimes, le renforcement et la restauration du droit et de la justice.

Préfacée par Régis Brillat, secrétaire exécutif du Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants, cette édition livre également, dans la postface du frère Xavier Plassat, op, coordinateur de la campagne de la Commission pastorale de la terre contre le travail esclave au Brésil, un témoignage poignant sur Tito de Alencar, frère dominicain, victime de l'œuvre destructrice de la torture qui l'aura hanté jusqu'au bout.

Outil de documentation et de plaidoyer, cet ouvrage constitue le sixième volet d'une encyclopédie du phénomène tortionnaire. Ce rapport est consultable dans son intégralité sur notre site internet.

**L'ACAT-France est une ONG œcuménique créée en 1974 afin de lutter contre la torture. Elle œuvre également pour l'abolition de la peine de mort et pour la défense du droit d'asile.**

12 €

**ACAT**  
france



**Fondation ACAT**  
pour la dignité humaine

